

XAVIER DARCOS – SE-UNSA : MISE AU POINT

Le ministre de l'Éducation nationale a déclaré vendredi 21 novembre, sur la matinale de France Inter, que le SE-UNSA aurait signé avec lui quatre accords.

Le SE-UNSA tient à rétablir les faits :

1) Comme la très grande majorité des syndicats, le SE-UNSA a été signataire non pas de quatre accords mais de quatre protocoles de discussion, portant respectivement sur la nouvelle organisation du service des enseignants du 1er degré, la voie professionnelle, la réforme du lycée et la formation des maîtres. C'est le ministère qui a institué cette formule qui veut que, pour avoir le droit de discuter, il faut désormais signer.

2) Ces protocoles de discussion avaient deux points communs :

- ils intervenaient après l'annonce de décisions unilatérales du ministère, arrêtées sans aucune concertation ;
- ils recensaient les questions à traiter sans engager sur les réponses éventuelles.

3) Le SE-UNSA a participé à toutes ces discussions sur la base de ses mandats, s'attachant à rendre publics, à chaque étape, ses propos et analyses, en toute transparence. Tout le monde a pu ainsi honnêtement voir et les divergences avec les approches ministérielles, et les convergences, et constater dans quel sens penchait la balance.

4) Au bout du compte, les discussions sur le lycée et la formation des maîtres étant encore en cours, deux seulement ont abouti sur un relevé de conclusions à caractère contractuel, soumis à signature du ministre et des syndicats. Le SE-UNSA, ainsi que le SGEN-CFDT, ont signé celui sur l'organisation du service des enseignants du premier degré. Il a refusé de signer celui sur la voie professionnelle, dépourvu de tout moyen de mise en œuvre.

www.se-unsa.org

Des quatre accords mis en avant par le ministre, il n'en existe donc qu'un, les autres étant plutôt des constats de désaccord. Telle est la vérité. En mélangeant protocole de discussion et accord, le ministre ment sciemment. Si, selon ses déclarations, la grève est démodée, qu'en est-il de ces méthodes politiciennes éculées ?

Ces petites manœuvres ramènent à la principale question au cœur de la grève du 20 novembre, celle du dialogue social. Celui-ci ne peut se mener sans respect des positions de chacun. Le SE-UNSA maintient donc son appel à un vrai dialogue et à l'ouverture d'une négociation sur les sujets qui ont motivé la grève du 20 novembre. Il propose au ministre de rendre toutes ces discussions publiques, afin que la transparence soit la règle devant tous.

Paris, le 21 novembre 2008

Luc BERILLE
Secrétaire Général